

parle d'ailleurs pour prendre la tête, après les élections, d'un gouvernement de coalition P.S.C.-socialiste, qui se chargerait de redresser la barque de la bourgeoisie belge, P.-H. Spaak, donc, n'a pas eu un mot de protestation. De même que la haute banque internationale avait aidé à renflouer les finances du capitalisme belge atteintes par la grève, de même, la bourgeoisie « occidentale » consent bien volontiers à ce que cet instrument de coercition de l'impérialisme serve à réprimer les grèves belges. *Le Peuple* signale cependant que le mécontentement est grand parmi la troupe qui fraterniserait ça et là avec les grévistes et les gendarmes supplétifs, dont certains auraient même prêté leurs bons offices pour rétablir des liaisons entre différents piquets de grève. En plusieurs endroits, les paras seraient laissés sans nourriture « pour les affamer et exciter leur ardeur au combat » suggère *Le Peuple* : mais « les fauves, une fois lâchés, pourraient fort bien se retourner contre le dompteur, et (qui sait) le dévorer. Comme dans tous les bons cirques. »

600.000 ouvriers belges sont en grève depuis dix jours. Certains vivent encore sur la paye de la quinzaine qui a précédé la grève, mais la situation matérielle des grévistes tend partout à devenir dramatique. Ces difficultés n'entament pas la volonté de combat des travailleurs. Le prolétariat belge veut aller jusqu'au bout. De ses chefs, il attend des ordres, qui ne viendront pas. Pendant dix jours, la classe ouvrière belge va tenir, jusqu'à l'extrême limite de ses forces, avec un courage et une ténacité qui forcent l'admiration. Pendant dix jours, on va assister aux efforts désespérés des travailleurs belges qui tentent de se libérer du carcan que leurs propres organisations maintiennent sur leurs épaules. En vain. Les bureaucrates regardent cyniquement s'épuiser en vain la lutte héroïque du prolétariat belge debout pour sa libération.

Les travailleurs sont réunis quotidiennement dans toutes les villes du pays. On bat la semelle, on tourne en rond, on s'irrite. Les sabotages se multiplient. Dans les réunions publiques, les dirigeants se voient ouvertement reprocher de laisser les grévistes sans mots d'ordre. Dans la capitale, les manifestants réclament : « *Au parlement ! Les Wallons à Bruxelles !* » Les dirigeants prennent des précautions, notamment à Bruxelles, de peur que les manifestations n'aillent trop loin. C'est ainsi que, le 28, les grévistes bruxellois, partis de la Maison du Peuple, au centre de la ville, ont été conduits vers la gare du Midi, c'est-à-dire vers l'extérieur de la ville, et ce n'est qu'après deux heures de marche, alors que le cortège commençait à se disloquer, qu'on a ramené les grévistes vers le quartier des banques et du parlement.

Le 28, il y avait 25.000 manifestants à Quaregnon. Le 29, il y en a 15.000 à Binche, 20.000 à Bruxelles, 30.000 à Anvers. Nombreuses concentrations dans plusieurs petits centres. Graves bagarres à Bruges, à Namur et à Charleroi entre grévistes et gendarmes. Dans cette dernière ville, les traminots chrétiens ont décidé de se joindre à la grève. Partout des drapeaux rouges, parfois le drapeau wallon, coq rouge sur fond jaune. On chante « l'Internationale ». Des cris : « *Vive la République !* », « *Eyskens, vous ne nous aurez pas à l'usure* », « *Marche sur Bruxelles !* ». On a lacéré les portraits du roi et de Fabiola, qui sont encore affichés à la porte d'un cinéma bruxellois.

Pendant ce temps, les dirigeants socialistes précisent leur position. Une délégation de l'Action Commune a été reçue par M. Eyskens, à qui elle a remis une lettre dans laquelle on lit notamment : « ... *Il est faux de dire que ce sont des grèves politiques : ce sont les grèves des travailleurs, tant du secteur public que du secteur privé, en lutte pour leurs droits... Les grévistes ne mettent pas en cause les institutions démocratiques...* » Après avoir rencontré le Premier Ministre, Hervé Brouhon, député socialiste, commente : « ... *Le premier ministre s'est déclaré prêt à discuter avec tout le monde... Nous lui avons fait valoir que nous n'avions pas pouvoir de discuter sur des problèmes qui ont un caractère national... Nous lui avons fait valoir que nous n'estimions pas que ses propositions soient de nature à apaiser les travailleurs...* » Tous propos qui sont bien éclairés par le bref commentaire de M. Eyskens lui-même : « *De part et d'autre, on est convaincu qu'il y a des choses qu'il faut éviter...* » (*Le Peuple* du 3-12). Oui, c'est pour barrer la route à la révolution socialiste que se sont ligués M. Eyskens, mandataire de la grande bourgeoisie, et les chefs ouvriers.

Quant à Léo Collard, président du P.S.B. et de l'Action commune, il a déclaré dans une conférence de presse aux journalistes étrangers que les socialistes « *sont prêts à rechercher une solution* » avec le gouvernement. Il a ajouté que, selon lui, « *la loi unique ne peut constituer la base d'une véritable solution* ». A la même conférence, André Renard a expliqué que c'était par esprit de compromis avec les dirigeants flamands de la F.G.T.B. qu'il se refusait, lui aussi, à employer le terme de « *grève générale* ».

*

**

30 décembre.

45.000 manifestants à Charleroi. 10.000 manifestants à Mons. 10.000 manifestants à Verviers. 8.000 manifestants à Jemeppe. 8.000 manifestants à Bruxelles. Un manifestant a été tué d'un coup de feu dans la capitale par un provocateur. Avant la manifestation, Brouhon, député, qui avait pris la parole à la Maison du Peuple, s'est fait huer pour avoir annoncé la décision de l'Action Commune de Bruxelles de ne plus organiser de manifestations avant le mercredi 4 janvier : « *M. Brouhon demande aux grévistes de garder leur calme pour ne pas faire le jeu des provocateurs...* », rapporte *Le Soir* (1^{er} janvier). « *Des manifestants de Charleroi demandèrent encore à M. Brouhon que les employés se mettent en grève eux aussi. « Vous nous découragez », dirent-ils, « nous n'avons plus de meneurs.* »

Le gouvernement fait réquisitionner les abattoirs d'Anderlecht (Bruxelles) et d'Anvers.

La répression s'aggrave, l'action des gendarmes se fait plus violente mais la pression des travailleurs sur leurs dirigeants est de plus en plus forte. Ceux-ci ont de plus en plus de mal à diriger les manifestations. Voici comment *La Cité* décrit la manifestation du 29 décembre à